

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les membres du CA de l'AP HP.

Ironie de l'histoire, au moment où notre pays doit faire face à une crise mondiale qui prouve la faillite du système libéral, le conseil d'administration de l'AP HP s'apprête à valider un projet de loi qui porte en lui la privatisation du système public de santé et qui n'est toujours pas débattu au Parlement.

Aujourd'hui l'hôpital public a besoin de moyens qui lui sont refusés, alors que ces mêmes moyens sont mis de manière démesurée pour sauvegarder un système financier et spéculatif défaillant. Nous refusons d'être les victimes d'une idéologie libérale qui vient de prouver son échec cuisant.

Nous sommes ici pour défendre l'hôpital public qui est le seul en capacité de garantir un service de qualité et une égalité dans la prise en charge des soins. Force est de constater que l'empilement des différentes réformes que nous avons subies ces dernières années n'a pas montré son efficacité en matière d'amélioration de l'offre de soins et des conditions de travail des personnels.

Ainsi la tarification à l'activité (T2A) **qui oblige les hôpitaux à sélectionner les patients rentables de ceux qui ne le seraient pas**, introduit au sein de l'hôpital public une médecine à deux vitesses...

Cette gestion comptable détermine des classements d'hôpitaux entre eux et révèle des services non rentables. Le projet de regroupement des hôpitaux, c'est la chronique de la mort annoncée d'un certain nombre de services voire d'établissements entiers.

On nous parle de changement, Monsieur le Président, les personnels de l'AP-HP n'ont pas attendu le projet de loi de la Ministre de la Santé et encore moins celui du Directeur Général pour démontrer, s'il en était besoin, **qu'ils étaient capables de s'adapter, pour permettre une offre de soins de qualité.**

Doit-on vous rappeler l'accueil des premiers malades du VIH ou la canicule 2003 ?

Les personnels se sont vu péniblement attribuer 0,3% d'augmentation, parce que selon la version officielle « les caisses sont vides » **alors que le gouvernement n'a pas hésité à débloquer un financement public pour sauver les banques !**

Dans le même temps, le gouvernement s'est empressé de faire paraître au journal officiel du 16 octobre 2008, le décret qui réduit la redevance due par les médecins aux établissements publics de santé au sein desquels ils exercent une activité libérale.

Nous refusons d'être un relais instrumentalisé pour une réforme qui menace l'unicité de l'AP HP. C'est pour cette raison que l'intersyndicale USAP-CGT, FO, SUD, CFTC, UNSA, CFE-CGC Santé a pris la décision de refuser de siéger ce jour à la réunion du conseil d'administration.

Il est hors de question que nous cautionnions par notre présence le démantèlement pour des raisons mercantiles d'une institution dont le rayonnement a atteint une dimension internationale.

Nous quittons donc cette séance pour aller rejoindre nos collègues qui manifestent leur mécontentement face à ce qu'ils considèrent comme une liquidation sanitaire.